



## Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
9 mai 2012  
Français  
Original: anglais

---

### Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

## Prévention et gestion des crises de la dette

### Réunion spéciale à l'occasion de la treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 22 avril 2012

#### Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Le processus d'approbation et de mise en œuvre d'un ensemble de principes internationaux pour des emprunts et des prêts souverains responsables a été lancé lors de la réunion-débat sur la prévention et la gestion des crises de la dette.
2. Les intervenants et les participants sont convenus que les Principes relatifs à la promotion de prêts et d'emprunts souverains responsables visaient à réduire la fréquence et la gravité des crises de la dette. L'absence de règles et de réglementations internationales pour encadrer le financement souverain avait souvent conduit à des pratiques irresponsables en matière d'emprunts et de prêts souverains. Les Principes étaient censés y remédier en proposant un ensemble de lignes directrices facultatives pour promouvoir et renforcer des pratiques responsables en matière de prêts et d'emprunts souverains.
3. Les responsables gouvernementaux participant à la réunion ont exprimé unanimement leur adhésion aux Principes, considérant qu'un financement plus responsable favoriserait la stabilité financière et la croissance économique. Le projet de Principes avait été présenté en mai 2011 après des débats transparents, pluralistes et ouverts au sein du Groupe d'experts sur la promotion de prêts et d'emprunts souverains responsables, avec la participation d'institutions financières multilatérales et de pays membres du Club de Paris en tant qu'observateurs. En collaboration avec des partenaires régionaux et nationaux, le secrétariat de la CNUCED avait tenu ensuite une série de consultations bilatérales et régionales avec des experts et des responsables gouvernementaux de plus de 60 pays, ce qui avait permis d'apporter un certain nombre d'améliorations au projet.
4. La question de la mise en œuvre des Principes a également été examinée au cours de la réunion. Les Principes relevant d'un droit non contraignant et ayant un caractère facultatif, un large éventail d'options institutionnelles, politiques et contractuelles permettant d'en favoriser l'application a été passé en revue. Les participants ont insisté sur ce caractère facultatif ainsi que sur les liens entre la prévention des crises de la dette, le maintien de la stabilité financière et la promotion du développement économique.

5. L'existence d'un «vide juridique mondial» notable en matière de financement souverain constituait l'un des obstacles aux efforts de prévention et de gestion des crises de la dette souveraine. Les pays en développement devraient accepter d'augmenter leur niveau d'endettement pour promouvoir une croissance plus soutenue et de meilleure qualité. Les Principes de la CNUCED visaient à promouvoir un endettement contribuant à la croissance et à faciliter un financement souverain viable des pays en développement. S'inscrivant dans une perspective globale d'anticipation et faisant appel à une approche consensuelle, ils avaient vocation à concilier souveraineté et prévention des crises. Cette initiative de la CNUCED représentait l'émergence au niveau international d'un nouvel ensemble de principes, que certains pays appliquaient déjà.

6. Les Principes pourraient encourager les créanciers et les emprunteurs à modifier leurs pratiques. Les problèmes d'intermédiation, les avantages pouvant être retirés d'une bonne gestion de la dette et une bonne compréhension par les emprunteurs du produit financier à sélectionner étaient autant de préoccupations communes aux uns et aux autres. Il n'en restait pas moins difficile d'obtenir une application concrète des Principes, et de les faire accepter par les pays et les institutions financières internationales. Il fallait également adopter des mesures de prévention, telles qu'une gestion plus efficace de la dette afin d'éviter un endettement excessif, et mettre en place des procédures institutionnelles.

7. Il était possible d'avoir recours à un large éventail d'options institutionnelles, politiques et contractuelles pour favoriser l'application des Principes, eu égard à leur caractère facultatif et à leur rattachement à un droit non contraignant. Même si les Principes étaient intégrés dans un traité, leur mise en œuvre resterait difficile. Il fallait donc encourager la diffusion d'informations et promouvoir un esprit d'émulation entre les pays pour leur mise en œuvre. Les Principes devaient être un moyen, et non une fin.

---